



Du 06 au 14 et 15 en passant par le 12 février

Le conclave de la Coalition des 14 tiendra-t-il finalement ?



PAGE 3

NECROLOGIE



Le monde des médias pleure Alfred KOLANI

Il était un journaliste sportif très connu. Présentateur de plusieurs émissions sportives sur la chaîne de télévision nationale. Alfred KOLANI a tiré sa révérence hier. TogoMatin présente ses condoléances à sa famille. Nous y reviendrons !

DOSSIER



Franc CFA / Un avantage ou un frein ?

Arguments des pros vs arguments des antis

La question de la souveraineté monétaire des pays de la zone franc CFA est remise au goût de l'actualité cette année 2019. Entre politique et économie, interfère la question du franc CFA notamment de son avenir...

PAGES 6-7

Interview

Hindou Oumarou Ibrahim, «Je pense qu'avec la Cop 24, les peuples autochtones ont déjà eu gain de cause»

PAGE 10



Echéances électorales futures

Aklesso Atchole, secrétaire général d'Unir : « Ce que nous avons fait en 2018 n'est qu'une victoire d'étape »

Le parti Union pour la République (Unir) au pouvoir au Togo, a gagné les élections législatives du 20 décembre 2018. Mais il ne compte pas s'arrêter là. Le parti se prépare visiblement pour de nouvelles conquêtes. La preuve, c'est que lors d'une rencontre ce week-end entre le secrétaire général de ce parti et les militants de la préfecture de Blitta, ce dernier indiquait : « ce que nous avons fait en 2018 n'est qu'une victoire d'étape »...

PAGE 3

EDITO

Une histoire de conclave....

Le mot « conclave », vient du latin « cum clavis » « fermé à clé » et fait référence à l'isolement complet des cardinaux électeurs pendant toute la durée de l'élection du pape, isolement requis depuis le XIIIe siècle. Ce mot désigne à la fois les opérations de vote et le lieu où elles se déroulent... Au Togo, une certaine opposition a voulu se servir de ce vocable pour une énième mystification. Le conclave annoncé en effet par la Coalition suscite en effet histoires, débats et contradictions.

PAGE 3

Sénégal / Présidentielle

Wade peut-il réduire le destin de tout un peuple à celui de son fils Karim ?

Depuis plusieurs jours, la campagne électorale bat son plein au Sénégal, pour la présidentielle du 24 février. A l'affiche, 5 candidats dont Macky Sall, le président sortant ...



PAGE 4



SOMMAIRE

UA / Présidence de l'UA
Paul Kagame passe le témoin à
Abdel Fattah al-Sissi



P 4

Umoa-Titres
Succès de l'opération de
souscription des titres du trésor
du Togo



P 5

Portrait
Francisco d'Almeida, une ressource
cachée



P 9

Coopération militaire
Formation de cadres de la
gendarmerie et de la police
togolaise par des spécialistes
français



P 11

Fourniture d'accès internet De nouvelles techniques enseignées au personnel des sociétés spécialisées

Des techniciens de société de Fourniture d'Accès Internet (FAI) au Togo participent depuis hier lundi à une formation sur « les techniques de routage, des points d'échanges et l'interconnexion de l'Internet ».

Il y a une cinquantaine de participants à prendre part à cette formation organisée par l'association TGIX, chargée de la gestion du premier point d'échange internet au Togo. Pendant cinq jours, les participants, à savoir des responsables d'opérateurs de téléphonie mobile, d'entreprise du secteur de fourniture d'accès internet et de banques vont être formés sur le potentiel du point d'accès internet du Togo en termes d'opportunités d'affaires, d'amélioration de la qualité du service internet mais aussi tout ce qui concerne la cyber-résilience au niveau national. C'est le directeur général de l'Autorité de régulation des postes

et télécommunications du Togo (ART&P-Togo), Germain Abayeh Boyodi, qui a ouvert les travaux de l'atelier. Selon ce dernier, La transition numérique est devenue une réalité au Togo. « Elle se doit d'être entretenue et accompagnée afin que les mutations qu'elle occasionne bénéficient et servent à améliorer, avant tout, les conditions de vie de toutes les couches sociales de notre pays », a-t-il déclaré.

Pour le directeur exécutif de TGIX, Fabrice Bagolibe, cette formation va contribuer à l'amélioration de la qualité du service internet national et des réductions de coût. « Une fois que le



La table d'honneur lors de l'atelier

trafic local est échangé internationalement. Cela permet les coûts d'accès internet », localement, cela décante l'amélioration des coûts de a-t-il indiqué. et libère la bande passante productivité et par ricochet

Rachidou Zakari

Sotouboua Présentation du projet girls lead

Le projet « autonomisation des filles et des jeunes femmes pour l'engagement citoyen », dénommé Girls Lead a été présenté aux partenaires au cours d'un atelier tenu les 22 et 23 janvier à Sotouboua et à Adjengré. L'objectif de cet atelier organisé par Plan International Togo en collaboration avec Plan International Allemagne est de faire connaître ce projet aux autorités traditionnelles, aux leaders communautaires et aux responsables des établissements scolaires. La cérémonie de présentation dudit projet a été présidée par la directrice nationale, Mme Mélanie Gnandi en présence du staff de Plan et autres acteurs qui promeuvent l'autonomisation des filles et des jeunes femmes au Togo. Au cours des travaux, les participants ont été outillés sur la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes avec toutes ses démarches et sur le projet « Autonomisation des filles et des jeunes femmes pour l'engagement citoyen ».

Dankpen L'Association BEFEPA portée sur Fonts baptismaux

L'Association « Bien-Etre de la Femme, de l'Enfant et des personnes Agées », (B.E.F.E.P.A), dont le siège est à Guérin-Kouka dans la préfecture de Dankpen, a été portée sur les fonts baptismaux au cours d'une Assemblée générale constitutive tenue le samedi 19 janvier au lycée de Guérin Kouka. Au cours des travaux, les délégués ont procédé, en présence des autorités administratives à l'étude, à l'amendement et à l'adoption des statuts et règlement intérieur régissant leur association. L'objectif de cette association à but non lucratif entend œuvrer pour la promotion du développement social, sanitaire, économique, éducatif des populations rurales du Togo en général et de Dankpen en particulier. Comme action pour y parvenir, elle ambitionne d'amener les populations à accroître la production agricole, promouvoir la santé maternelle et infantile réduire le taux d'analphabétisme en milieu rural surtout chez les femmes.

Amou Le budget primitif de la commune d'amlame voté

Les délégués spéciaux de la commune d'Amlamé se sont réunis pour leur session budgétaire du 3 au 17 janvier à Amlamé. Au terme de la session, une cérémonie de présentation et d'adoption du nouveau budget a été organisée le vendredi 18 janvier à la mairie d'Amlamé. Les délégués spéciaux ont amendé et adopté le budget primitif qui s'équilibre en recette et en dépenses à la somme de vingt-quatre million sept cent

soixante-deux mille (24 762 000) F CFA contre 30 402 600 par rapport à celui de 2018, soit une diminution de 18,55%. Cette diminution est due à la faiblesse de recouvrement des recettes à l'incivisme et à la résistance au paiement des taxes au marché et aussi au retard dans le versement du au recouvrer de l'OTR. Malgré le déficit de 2018, la commune d'Amlamé programme plusieurs projets de développement dont la construction de magasins, de hangars, d'achat de de tricycles, de chaises, de GPS et d'imprimantes.

TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...De sorte que le recueillement, la prière, le consentement... qu'on attendrait de ce conclave pour voir se dégager à la fin une fumée blanche, tourne déjà au vinaigre. Intervenant hier sur une radio de Lomé, Antoine Folly, Délégué national de l'Union pour la Démocratie Sociale (UDS-Togo), l'un des « cardinaux » de la

Coalition de l'opposition a voulu replacer les cartes au sujet du report du conclave. « Le conclave devrait se tenir le 06 février dernier, mais il a été reporté pour raison d'agenda des membres de la coalition. Le 12 février, il n'y avait aucun problème, mais compte tenu de l'importance des sujets à débattre, nous avons jugé bon qu'il ait lieu sur deux jours. Malheureusement, la salle réservée pour l'événement ne sera pas

disposée le 13 février. Voilà pourquoi nous avons décidé de décaler le conclave pour le tenir le 14 et 15 février prochains », a prêché Antoine Folly, en soulignant que le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) ne s'est jamais opposé au principe du conclave, même s'il a annoncé, par un communiqué, qu'il n'y participera pas. « Le CAR a plutôt contribué à l'élaboration des documents préparatoires des

travaux. Aujourd'hui même, il y a une rencontre qui est prévue entre une délégation du CAR et les autres membres de la coalition pour comprendre les motivations de sa décision. Peut-être qu'il y a des malentendus, peut-être qu'il y a des équivoques qu'il faut lever et continuer dans la dynamique unitaire », a ensuite, évangélisé le « Cardinal ». Malheureusement derrière, le désir d'unité

que clame ce « cardinal », Il y a aussi des alliances contre nature qui prédestinaient cette Coalition à l'échec et à la division. Parler clairement des chapelles fratricides au sens de candidats visions et démarches politiques ne serait pas exagéré, il est temps que la Coalition mette le doigt sur son vrai mal et qu'elle se prononce sans ambages.

Dieudonné Korolakina

Echéances électorales futures

Aklesso Atcholé, secrétaire général d'Unir : « Ce que nous avons fait en 2018 n'est qu'une victoire d'étape »

Le parti Union pour la République (Unir) au pouvoir au Togo, a gagné les élections législatives du 20 décembre 2018. Mais il ne compte pas s'arrêter là. Le parti se prépare visiblement pour de nouvelles conquêtes. La preuve, c'est que lors d'une rencontre ce week-end entre le secrétaire général de ce parti et les militants de la préfecture de Blitta, ce dernier indiquait : « ce que nous avons fait en 2018 n'est qu'une victoire d'étape ». C'est un avertissement clair à leurs adversaires de l'opposition qui ont tout intérêt à commencer dès maintenant à prendre des dispositions pour y faire face.

Au Togo, les adversaires du parti au pouvoir se sont toujours laissé endormir par les différentes mobilisations populaires qui ont souvent connu du succès. La dernière en date a fait penser à plus d'un que le pouvoir était à terre. Ceux-ci ne pouvaient pas imaginer que le parti au pouvoir revienne avec une majorité à l'Assemblée nationale. Beaucoup ont cru que la majorité du peuple togolais était dans la rue. Toutefois et comme d'habitude, les résultats des urnes viennent

tirer tout le monde de ces rêveries. C'est vrai, pour l'opposition adepte du boycott, les Togolais ont boycotté en majorité le dernier scrutin. Mais seule la Commission en charge des élections a les moyens de donner les chiffres fiables. De plus les résultats ont été validés par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) qui est intervenue pour la médiation dans la crise togolaise et par tout le reste de la communauté internationale,

notamment les missions d'observation. C'est dire que ce débat n'a plus sa raison d'être. La nouvelle législature a pris fonction et s'apprête à s'attaquer aux grands dossiers du moment. Le parti majoritaire, lui, pense déjà à la présidentielle de 2020 qu'il compte remporter si l'on en croit les propos de monsieur Atcholé. Personne ne pourra le lui reprocher puisque tous les partis politiques dans tous les pays, pouvoirs comme oppositions ont l'ambition de conquérir le



Aklesso Atcholé

pouvoir et de le conserver. S'il n'y pas d'alternative crédible et rassurante en face, que personne ne soit surpris qu'Unir s'impose en 2020. D'ailleurs, le SG du parti annonce déjà les hostilités en dévoilant l'identité du

futur candidat du parti à ces joutes électorales, qui n'est autre que Faure Gnassingbé, président du parti et président de la République togolaise. Le défi vient donc d'être lancé, aux opposants de le relever.

Edem Dadzie

Du 06 au 14 et 15 en passant par le 12 février

Le conclave de la Coalition des 14 tiendra-t-il finalement ?

Prévu pour démarrer aujourd'hui, le conclave de la Coalition des 14 qui, au départ d'ailleurs était programmé pour le 6 février, se tiendra finalement les 14 et 15 février prochains. Le délégué général de l'Union des démocrates socialistes (UDS-Togo), Antoine Folly est revenu dans un entretien radiophonique sur la question et surtout l'atmosphère qui semble être polluée depuis quelques jours au sein de la Coalition.

Pour monsieur Folly, il n'y pas du tout de discorde actuellement au sein du regroupement dont fait partie son parti politique. Tous les sujets sont selon lui discutés avec courtoisie lors des réunions et les décisions sont prises de façon démocratique. Donc pour le socialiste, si un membre du groupe a des griefs à faire connaître, qu'il le fasse en interne et non sur la place publique. D'ailleurs assure-t-il, des discussions très

houleuses et des critiques plus acerbes que celles du genre de Fulbert Atisso sont souvent notées lors des rencontres.

Peut-être, mais ce que nous constatons aujourd'hui, c'est qu'à part un parti qui a quitté la Coalition, un autre qui a sorti une déclaration déstabilisante, le Comité d'action pour le renouveau (Car) a envoyé une lettre à la responsable du regroupement pour se désolidariser du conclave en cours d'organisation.

Malgré ces points noirs, Antoine Folly persiste et signe : Si la Coalition a reporté son conclave du 6 au 14 et 15 en passant par le 12, c'est juste pour des raisons de logistique. « Nous avons estimé compte tenu du programme et des sujets à débattre, qu'il fallait que le conclave se tienne sur deux jours (12 et 13). Malheureusement l'endroit que nous avons réservé pour la rencontre n'était pas disponible le 13. C'est pourquoi nous avons décidé de décaler



Antoine Folly

le conclave pour le tenir les 14 et 15 février », a-t-il déclaré chez nos confrères de Victoire Fm hier matin. Une rencontre devrait avoir lieu dans la

journée d'hier avec une délégation du Car pour comprendre les raisons de son refus de participer au conclave.

Edem Dadzie

UA / Présidence de l’UA

Paul Kagame passe le témoin à Abdel Fattah al-Sissi

Au 32ème sommet de l’Union africaine en fin de semaine dernière, 3 points essentiels ont marqué la rencontre des Chefs d’Etat d’Afrique. Suivant la présidence tournante de l’Union, le Rwandais Paul Kagamé passe le témoin de la présidence à l’Egyptien Abdel Fattah al-Sissi. Le nom du prochain pays qui devrait prendre la présidence de l’institution a été même, alors que les 2 nouveaux présidents de République élus dans leur pays, la RDC et le Madagascar ont prononcé leur tout premier discours devant leurs homologues.

Soupçonné de vouloir freiner l’élan intégrationniste lancé par Kagame, le président égyptien Fattah al-Sissi s’est voulu rassurant sur ses intentions au sein de l’Union africaine. Il a présenté les 3 axes de sa présidence : développer les infrastructures, accélérer l’entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), créer des emplois aussi pour la jeunesse du

continent. Il a promis que son pays se mettra au service d’« un grand marché unique africain » et qu’il prendra les dispositions nécessaires pour la mise en place des taxes sur les importations qui vont permettre à l’Union africaine de s’autofinancer. Présents à ce sommet, les deux nouveaux présidents de la RDC et du Madagascar ont prononcé leur tout premier discours devant leurs collègues chefs d’Etat.

Arrivé au pouvoir après une élection contestée dans son pays, Félix Tshisekedi, en tant que nouveau président, était invité à prononcer un discours devant les chefs d’Etat de l’Union africaine. L’occasion de convaincre ceux qui douteraient encore de sa légitimité. Pas un mot sur la contestation des résultats des élections dans son pays. Idem chez les chefs d’Etat africains. Moussa Faki Mahamat et Paul Kagame qui avaient



Abdel Fattah al-Sissi

pourtant émis de « sérieux doutes » sur les résultats ont félicité « chaleureusement » le nouveau président congolais. Ce sommet a également été l’occasion de désigner le prochain président de l’UA,

en 2020. Il s’agira de l’Afrique du Sud (et donc de son président Cyril Ramaphosa, s’il est confirmé à son poste lors des élections générales qui doivent se tenir cette année). T.M.

Sénégal / Présidentielle

Wade peut-il réduire le destin de tout un peuple à celui de son fils Karim ?

Depuis plusieurs jours, la campagne électorale bat son plein au Sénégal, pour la présidentielle du 24 février. A l’affiche, 5 candidats dont Macky Sall, le président sortant. Pendant ce temps, l’ancien président sénégalais s’invite dans l’arène, à coup de sorties maladroites, malveillantes, « gênantes »....On aura compris, la logique revancharde dans laquelle s’inscrit cette démarche de l’ancien président sénégalais, qui joue veut jouer au pyromane tout simplement à cause de l’invalidation de la candidature de Karim, son fils, par le Conseil constitutionnel.

Abdoulaye Wade réduit-il le destin de tout un peuple à celui de son fils ? L’on est tenté de le croire. Car non seulement, cette posture, non seulement le « place du mauvais côté de l’histoire », comme l’observe le site « afrikastrategies.fr », par exemple, mais elle manque cruellement de bon sens venant d’un homme d’Etat de cette stature. De la part de qui, on aurait attendu, à défaut d’un silence sage, un rôle impartial et objectif, certes difficile dans ce cas, mais un rôle de garant de la paix et de la stabilité, digne des fonctions qu’il a occupées. Hélas ! Même pour plusieurs diplomates accrédités à Dakar, Wade est dans un rôle « anticonstitutionnel », « Surréaliste », etc. avec son appel à boycotter la présidentielle. Cela, tant des organisations de la société civile, la section sénégalaise d’Amnesty International et du Forum du justiciable, une

ONG de défense des droits de l’Homme ont critiqué cet acte « incompréhensible », selon « afrikastrategie.fr ». Quand l’ancien président américain Barack Obama disait avec à-propos dans un discours que « l’Afrique est du mauvais côté » de l’histoire, c’est qu’il avait seulement manqué de compléter le fond de sa pensée par ces exemples d’intellectuels africains qui, après avoir fin de désillusionner, veulent « rester rois » ! Un tel acte politique signé Wade est aux antipodes de l’homme et de l’intellectuel et forcément de la difficulté qu’il a, qu’il aura à assumer ce discours contradictoire sans paraître discordant. La contradiction entre l’homme politique et ses vraies « valeurs », lesquelles sont ensuite réactualisés par des contradicteurs pour justifier un échec cuisant pour aujourd’hui et demain, Wade, aurait pu s’élever.

D.K.

Pour qui roule l’ancien président Abdoulaye Wade ?

Alors que son fils Karim Wade a été écarté de la course à la présidentielle de 2019, malgré toutes les voies de recours épuisées, l’ancien président sénégalais Abdoulaye Wade ne s’avoue pas vaincu. Pour cet ancien président de la République qui se fixe comme nouvel objectif d’empêcher la tenue de la présidentielle sans son fils, les alliances proposées n’auront valeur à ses yeux que si elles lui permettent le report de l’élection.

Cette question, si elle étonne plus d’un, garde néanmoins toute sa pertinence à la lecture des récents événements de la vie politique du Sénégal. Ancien président de la République du Sénégal, président d’honneur du Parti démocratique sénégalais (PDS), Abdoulaye Wade ne jure depuis que par une seule personne : son fils Karim. Et pourtant, au sein du PDS, le principal parti de l’opposition sénégalaise, on a presque l’embarras du choix dans ce panier de compétences que possède ce parti. En pleine campagne présidentielle, les Sénégalais sont appelés aux urnes le 24 février 2019 prochain pour choisir entre 5 candidats, parmi lesquels ne figurent ni le fils Karim Wade, ni l’ancien Maire de Dakar Khalifa Sall, tous deux condamnés par des décisions judiciaires qui les mettent hors-jeu. Mais alors que l’équipe de l’ancien édile de Dakar opte pour un plan B et accepte les partenariats proposés de part et d’autre, Abdoulaye Wade, quant à lui, opte pour une stratégie d’affrontement si le scrutin n’est pas reporté et si son fils n’est pas inscrit



Abdoulaye Wade

sur la liste des candidats. Il refuse toutes les alliances proposées, et fait taire les voies dissidentes au sein du PDS qui voudraient contrarier son plan « Karim ou rien » ! A la tête du Sénégal entre 2000 et 2012, Abdoulaye Wade a écarté un à un tous les cadres qui ont osé aborder la question de sa succession : Idrissa Seck, Aminata Tall et même Macky Sall. Aujourd’hui passé dans l’opposition, après avoir tenté de modifier la Constitution et créer une vice-présidence avec pour finalité de se faire remplacer à la tête du pays par son fils Karim Wade, le « Gorgui » entraîne tout son parti qu’il a fondé en 1974

dans cette « hérésie » qui a comme héros, son fils.

Présenté comme un mégalomane et fin tacticien en politique et en économie, Abdoulaye Wade semble plus rouler pour son fils Karim et non pour les Sénégalais. Il est prêt à utiliser ses vieux jours à affronter un système qu’il a contribué à créer lui-même, alors que la raison et la sagesse qu’on lui prête imposeraient plutôt un recul stratégique et un choix politique audacieux parmi les différentes coalitions qui se sont formées pour affronter le président Macky Sall le 24 février prochain.

Alexandre Wémima

Umoa-Titres**Succès de l'opération de souscription des titres du trésor du Togo**

Le Togo a connu un nouveau succès sur le marché financier régional. L'agence Umoa-Titres a annoncé le succès de l'opération de souscription des titres du trésor du Togo. L'opération a eu lieu vendredi 8 février.

L'opération de souscription des titres du Trésor a permis au Togo de collecter près de 28 milliards de FCFA sur le marché financier sous régional. Un montant en hausse de 8 milliards de FCFA par rapport aux attentes de l'opération. Au départ, le pays avait pour objectif de mobiliser 20 milliards FCFA. Le Togo enregistre ainsi une

souscription et un taux de couverture de 139%. L'opération a permis de mobiliser en tout, 34 souscriptions provenant de tous les pays de l'espace Umoa, à l'exception de la Guinée Bissau et du Niger. Comme prévu, le Togo retiendra les 20 milliards de FCFA. Cette somme permettra au pays de couvrir ses besoins

de financement du budget 2019. La date de valeur des titres a pris fin hier et leur échéance est fixée au 11 février 2022. L'agence Umoa-Titres précise que le remboursement interviendra in fine, soit le 1er jour suivant l'échéance. C'est la deuxième fois que le Togo enregistre ce succès sur le marché financier régional



au cours de cette année. Le premier remonte au 25 janvier. Le Togo veut mobiliser 95 milliards FCFA sur le marché financier régional pour ce premier trimestre. Le pays doit mobiliser au total sur le marché régional 390 milliards

de FCFA en vue de financer son budget. Une nouvelle sollicitation du Togo sur le marché des titres est attendue pour le 22 février prochain.

Félix Tagba

Agriculture**Le Mifa élargit ses filières prioritaires**

Quatre nouvelles filières viennent s'ajouter aux filières prioritaires du Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa). Il s'agit du maïs, du riz, du maraîchage et de l'aviculture. Une convention a été signée entre le Mifa et le Fida pour développer ces filières.



Signature de la convention entre Martin Lisandro et Sani Yaya

Suite à la signature de la convention avec le Fonds international de développement agricole (Fida) qui appuie le Mécanisme avec un financement de 20 milliards, le Mifa va se focaliser cette année sur quatre nouvelles filières à savoir le maïs, le riz, le maraîchage et l'aviculture. Selon le directeur régional Afrique de l'ouest et centrale du Fida, Martin Lisandro, l'appui du Fida va « se concentrer, dans un premier temps sur la structuration » de ces quatre filières. M. Lisandro soutient que ces filières sont des filières « à fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes, d'augmentation de

revenu, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, tout en contribuant à l'adaptation aux changements climatiques ».

Le Projet d'appui au Mécanisme incitatif de financement agricole (ProMifa) qui bénéficie de ce financement du Fida permettra d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales. Il touchera plus de 50 000 ruraux vulnérables sur le plan national. Il va contribuer à la création d'emplois pour 30% des femmes et 40% de jeunes. Les communautés rurales auront également accès aux services financiers. Selon le ministre de l'Economie et des Finances

Sani Yaya, le Mifa interviendra dans toutes les régions du pays sur les quatre filières. Le Mécanisme reste ouvert à d'autres cultures comme le sésame et le manioc.

Depuis son lancement, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques a enregistré des résultats concluants. Après la phase pilote du projet, le Mifa est devenu une Société anonyme grâce à ses résultats et à l'intérêt de ce projet pour les populations. En devenant une Société anonyme, le Mifa pourra mobiliser plus d'investissements du secteur privé.

F.T.

Immobilier et habitat**La 5ème édition du Fest'immo se tiendra du 10 au 12 mai à Lomé**

Le Salon international de l'immobilier et de l'habitat Fest'immo a été officiellement lancé hier. Cette 5ème édition aura lieu du 10 au 12 mai 2019 au Centre togolais des expositions et foires (Cetef) à Lomé. Plusieurs innovations vont marquer ce salon cette année.



Romuald Dodji Akitani

Le Salon international de l'immobilier et de l'habitat rassemble depuis 2015 des acteurs de l'immobilier et de l'habitat. C'est un lieu d'échange et de partage entre ces acteurs. Plusieurs sociétés sont attendues à cette 5ème édition. Au programme de ce salon des conférences des grandes entreprises, des concours pour les meilleurs exposants, un dîner de gala etc. « Cette édition nous la voulons très festive et très grandiose pour toujours donner un bon rayonnement du Togo » a confié Romuald Dodji Akitani, le directeur du salon Fest'immo 2019. Parmi les innovations du 5e Salon international de l'immobilier et de l'habitat Fest'immo, une opération foraine d'homologation de plans parcellaires qui sera réalisée en collaboration avec les différents départements d'Etats concernés. L'initiative

visée à permettre aux propriétaires des terrains acquis d'obtenir les trois tampons dans un délai court. Egalement au cours de cette 5ème édition, des rencontres B to B entre les dirigeants des sociétés. Ces rencontres ont pour objectif de faciliter l'intégration des directeurs des sociétés qui participeront au Fest'immo.

Les initiateurs de ce salon mettent également en compétition une villa F2 dans le grand Lomé. Pour remporter ce prix il faut participer à une grande tombola. Un tirage au sort permettra de connaître les gagnants de cette grande tombola.

« Nous attendons une forte participation de la population, aussi bien des visiteurs que des exposants, à cet événement qui doit rentrer dans les habitudes », a déclaré Romuald Dodji Akitani.

Félix Tagba

Franc CFA / Un avantage ou un frein ?

Arguments des pros vs arguments des antis

La question de la souveraineté monétaire des pays de la zone franc CFA est remise au goût de l'actualité cette année 2019. Entre politique et économie, interfère la question du franc CFA notamment de son avenir. Bienfaits ou nuisance? Des spécialistes en économie et des autorités se prononcent avec des positions claires et tranchées tout en prenant soin de proposer une porte de sortie de cette impasse idéologique. L'économiste togolais Kako Nubukpo, et autres économistes ne sont pas du reste en s'exprimant sur le sujet dont dépend l'avenir économique de l'Afrique.



Le franc CFA est la monnaie commune de 14 pays africains. Ces 14 pays sont regroupés dans deux sous-ensembles qui sont l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). L'Uemoa comprend le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. La Cemac est composée du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du Tchad. Chaque sous-ensemble a son propre institut d'émission ou banque centrale. Il s'agit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) pour l'Uemoa et de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) pour la Cemac. Sur son site Internet, la Bceao explique que le franc CFA est né le 26 décembre 1945 et signifiait alors franc des

colonies françaises d'Afrique. C'est par la suite qu'il deviendra franc de la Communauté financière africaine pour les pays de l'Uemoa et franc de la coopération financière en Afrique pour les pays de la Cemac. A ces pays, il faut ajouter les Comores qui utilisent le franc comorien et qui fonctionne à peu près sur la base du même principe (1 euro = 495 francs comoriens). Le franc CFA fonctionne en s'appuyant sur 4 piliers: la fixité du taux de change avec l'euro (auparavant avec le franc français). La garantie de la convertibilité illimitée du franc CFA (1 euro = 656 francs CFA). La centralisation des réserves de change ; c'est-à-dire que les pays de la zone CFA déposent 50 % de leurs réserves de change au trésor français. Cela permet de garantir la convertibilité illimitée du franc CFA. La liberté de circulation des capitaux à l'intérieur de la zone.

Les positions d'Emmanuel Macron sur le Franc CFA

Alors que le président français Emmanuel Macron était candidat en lice pour la présidentielle en France, il s'est exprimé sur la thématique du franc CFA, en affirmant un point de vue divergent de celui de son "adversaire" Marine Le Pen. Emmanuel Macron, lui, ne pense pas qu'il faut aller sur ce chemin, même si il se dit ouvert aux propositions des Etats africains: « Je le crois (que le FCFA a un avenir), mais c'est un choix qui appartient d'abord aux Africains eux-mêmes. Je note qu'en général les gouvernements africains restent, avec raison, attachés aux deux espaces monétaires (Afrique centrale et Afrique

de l'Ouest) qui constituent la zone du franc CFA et qui contribuent à la stabilité économique et à l'intégration régionale.

Je serai entièrement à l'écoute des souhaits de nos partenaires dans ce domaine de coopération exemplaire ». Une fois devenu président de la République française, Emmanuel Macron a tenu d'autres propos sur le franc FCFA, en novembre 2017, lors de ses échanges avec les étudiants au Burkina Faso. « Le franc CFA est un non sujet pour la France » a-t-il affirmé. Une affirmation qui n'a pas laissé l'économiste togolais Kako Nubukpo, indifférent.

Kako Nubukpo: « Les propos du président Macron sont déshonorants (...). Le franc CFA asphyxie les économies africaines et n'est pas loin de la retraite »

« C'est dire si le fait monétaire en Afrique francophone épouse les contours de la violence esclavagiste, coloniale et postcoloniale. Rien que pour cela, pour les souffrances des paysan(e)s africain(e)s obligé(e)s de payer l'impôt en franc CFA, dont la disponibilité exclusive était liée à la rémunération de la production et de la vente des produits de rente (café, cacao, coton) et donc l'abandon des cultures vivrières, M. Macron aurait dû faire preuve de respect et de plus d'égards à l'endroit des enfants et petits-enfants de paysan(e)s africains qui ont payé un lourd impôt colonial, fait de travail forcé et de déportations massives vers la

zone 'office du Niger' au Mali », s'est indigné Kako Nubukpo, le coutumier des sorties médiatiques incendiaires contre le franc CFA, et suspendu début décembre 2017 du poste de directeur de la Francophonie économique et numérique qu'il occupait depuis 2016 au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Une suspension justifiée par l'OIF par « l'incapacité » de l'intéressé à « respecter son droit de réserve ». Un renvoi brutal de l'économiste togolais qui a relancé les interrogations autour de la monnaie africaine.

Kako Nubukpo, économiste togolais

Alassane Ouattara soutient le franc CFA

En 2017 et récemment sur Radio France internationale (RFI), le président ivoirien, Alassane Ouattara, a balayé d'un revers de main, la polémique du franc CFA suscitée sur le continent africain aussi bien par certains économistes, acteurs politiques et activistes panafricanistes. « La monnaie commune que nous avons (le franc CFA) est une monnaie qui rend service aux peuples africains. C'est une monnaie appréciée, une monnaie qui circule dans les pays voisins alors qu'aucune des autres monnaies ne circule chez nous. Cela veut dire que c'est une monnaie qui a une certaine attractivité », a déclaré le président ivoirien. Se félicitant des évolutions qu'a connues cette monnaie objet de toutes les polémiques, Alassane

Ouattara a souhaité que la zone CFA continue d'être gérée de manière rigoureuse pour s'ajuster par rapport aux difficultés extérieures.

L'ex gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (Bceao), soutient que la zone de l'Uemoa a des réserves d'échange, qui représentent plus de cinq mois d'importation, alors que la règle retenue est d'environ trois mois. En plus précise-t-il, la zone Uemoa, avec ses 90 millions d'habitants, possède d'importantes ressources en devises. Un taux d'inflation maîtrisé (-2%), une croissance économique forte (6,8%). Le "CFA", utilisé par 15 pays francophones d'Afrique de l'ouest et du centre (155 millions d'habitants), est lié à l'euro par un système de parité fixe.



Le franc FCFA, un mal dont les pays utilisateurs doivent se débarrasser ?

Pour les pourfendeurs du franc CFA, le principal inconvénient est la dépendance monétaire vis-à-vis de la France. Ce qu'un groupe d'économistes africains qualifie de « servitude monétaire », dans un ouvrage collectif récemment publié. L'économiste Ndongo Samba Sylla, un des auteurs de ce livre, estime que « le franc CFA est l'une des meilleures expressions du manque d'indépendance économique des pays qui l'utilisent, parce que la plupart des grandes décisions qui concernent les questions monétaires

et la politique de change ne sont pas prises par les chefs d'Etat eux-mêmes, mais par la France ». L'autre inconvénient réside dans le fait que les gouverneurs des deux banques centrales n'ont pas toute la latitude pour faire varier le cours de leur monnaie et que les représentants de la France au niveau des deux banques centrales ont une voix prépondérante dans le processus de prise de décision. D'autres économistes soulignent également le fait que les monnaies émises respectivement par l'une et l'autre banque centrale

n'ont cours que dans leur zone d'émission. En d'autres termes, un billet émis par la Bceao ne peut être dépensé dans un pays de la zone BEAC, et vice-versa.

Pour l'économiste sénégalais Demba Moussa Dembele, ces dépôts "privent les pays concernés de liquidités" et leur font perdre une partie de leur "souveraineté". "Vous imaginez la banque centrale européenne, déposer 50% de ses réserves à Washington? Cela paraît impensable", souligne-t-il. Autre problème:

les gouverneurs de la Bceao et de la Beac n'ont pas les coudées franches pour faire varier le cours de leur monnaie, la parité avec l'euro les obligeant à calquer leur politique sur celle de la BCE. "Le sort du franc CFA se décide à Paris et à Francfort. Or les priorités pour l'Europe ne sont pas celles des pays africains", dénonce Demba Moussa Dembele. L'économiste Ndongo Samba Sylla et

**L'économiste sénégalais
Dembba Moussa Dembele**

Le franc CFA, un frein au développement ?

Pour l'économiste togolais, Yves Ekoué Amaïzo, directeur du Think Thank Afrocentricity, « le franc CFA favorise surtout ceux qui viennent avec de l'euro pour travailler dans la zone ». Pour l'économiste congolais Noël Magloire Ndoba, ancien doyen de la faculté des sciences économiques de l'université de Brazzaville, « le développement ne relève pas uniquement de la monnaie. (...). Il dépend aussi des institutions que l'on adopte et des hommes qu'on choisit pour mettre en œuvre une stratégie donnée

». Il reconnaît tout de même que le fait de ne pas disposer des réserves de change à leur guise est handicapant pour les pays de la zone CFA. Les banques centrales – BCEAO et BEAC – souvent peu loquaces sur le sujet soutiennent que le problème n'est pas le franc CFA. Celui-ci résiste d'ailleurs mieux aux chocs exogènes, si l'on en croit Lucas Abaga Nchama, le gouverneur de la Beac.

**Ekoué Amaïzo, économiste
togolais
L'économiste congolais Noël
Magloire Ndoba**

Quelles alternatives ?

Noël Magloire Ndoba est convaincu qu'il faudra bien un jour abandonner le franc CFA. Du moins tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Mais il invite à « ne pas le faire dans la précipitation ». A cet effet, il dégage quatre scénarii possibles. Selon lui, il faut d'abord « négocier une coopération monétaire avec l'Union européenne pour que ce soit une relation entre les banques centrales de la zone CFA et la Banque centrale européenne et non plus avec le trésor français ». Ensuite, l'Uemoa et la Cemap peuvent créer « une monnaie commune qui puisse avoir un panier de devises comprenant les monnaies internationales (dollar, euro, yuan) ». Il faut également « avoir une zone monétaire commune entre les pays de l'Uemoa et le reste des membres de la Cedeao. Enfin, suggère-t-il, « pourquoi pas, avancer par étape

pour aboutir à une monnaie africaine ». De son côté, Yves Ekoué Amaïzo soutient l'idée d'établir un taux de change avec un paquet de devises en prenant en compte le niveau des échanges commerciaux.

Il rappelle qu'aujourd'hui « toute l'Afrique commerce avec la Chine et qu'on gagnerait beaucoup à utiliser le yuan comme devise ». Son collègue Ndongo Samba Sylla estime que la question de la sortie du CFA est plus politique qu'économique. A son avis, « même s'il était prouvé que le franc CFA est bénéfique pour nous, nous devons avoir la liberté de dire que nous voulons gérer nous-mêmes notre monnaie. C'est une question de souveraineté qui va au-delà des questions économiques et techniques ».

**Réalisé par Attipoe Edem
Kodjo**

AVIS DE RECRUTEMENT

La société Print Factory pour assurer un meilleur développement de ses activités et répondre efficacement aux attentes de ses clients recrute un community manager et une assistante de direction pour le renforcement de son équipe.

1- Community manager

Vous serez chargé du pôle communication et de la gestion des contenus sur les réseaux sociaux.

Missions

- Déclencher les émotions grâce à la création des contenus percutants.
- Rédaction et publication des tweets
- Développer les relations avec les internautes
- Assurer la fidélisation des internautes
- Créer et animer une communauté
- Faire un suivi régulier des statistiques
- Veille informationnelle et concurrentielle
- Suivi et gestion des campagnes publicitaires

Profil

Ce poste est destiné aux titulaires d'un BAC +2 / 5 en communication et community management. Il s'avère primordial d'avoir un sens d'écoute et d'empathie afin de fédérer les internautes autour des valeurs de l'entreprise. Justifié d'une expérience d'au moins 1an dans le domaine.

Aptitudes

- Avoir le sens de l'organisation
- Travailler en équipe
- Maitriser le pack office
- Maitriser les logiciels graphiques (Photoshop, Adobe Illustrator, design)
- Avoir des notions en photographie
- Etre créatif

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse infos2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Contact : 22 22 94 51

Les candidatures féminines sont encouragées.

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 février

2- Assistant (e) de Direction

Rattaché à la direction, vous serez chargé de la gestion administrative et de la comptabilité de la société.

Missions

- Gestion de l'agenda du Directeur Général
- Tenue de la caisse
- Accueillir et informer les clients
- Assurer le standard téléphonique
- Rédaction des courriers
- Gestion logistique
- Élaborer les dossiers d'appels d'offres
- Assurer la transmission de l'information au sein de l'équipe

Profil

Vous devez être titulaire d'un Bac +2 / 5 en management, assistant(e) de direction, communication ou tout autre diplôme équivalent. Justifié d'une expérience d'au moins 2ans dans le domaine.

Aptitudes

- Qualités rédactionnelles
- Bonne maitrise du pack office
- Excellentes capacités de synthèses
- Sens de l'organisation
- Rigoureux et être ponctuel

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse info2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seul les candidats sélectionnés seront contactés

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 Février

Portrait

Francisco d'Almeida, une ressource cachée

D'origine togolaise, Francisco Ayi d'Almeida est le seul Togolais, expert en politique culturelle de l'Unesco. M. d'Almeida fait donc partie de la banque d'expertise en politique culturelle de l'Unesco. Ayant à son actif une spécialisation en ingénierie, conception et direction de projets culturels de coopération au développement, Francisco Ayi d'Almeida cumule 25 ans d'expérience au service des pays africains.

D e l'Afrique du Sud au Sénégal en passant par le Mali, le Burkina Faso ou encore la Côte d'Ivoire, le Franco Togolais a œuvré pour l'instauration et la structuration des politiques culturelles au service du développement.

La culture est la possibilité même de créer, de renouveler et de partager des valeurs, le souffle qui accroît la vitalité de l'humanité. Ainsi dit, le Togolais participe d'une manière ou d'un autre au

développement de l'Afrique à travers son expertise en politique culturelle.

Délégué général de l'Association Culture et développement (France), depuis 1986, il collabore également avec des institutions internationales comme l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), le Pnud et bien évidemment l'Unesco. Son mandat au sein de l'équipe de la Banque d'expertise de l'Unesco court jusqu'en 2022.



Francisco Ayi d'Almeida

Par ailleurs, depuis les années 2000, Ayi d'Almeida collabore à des projets de l'OIF, de l'Unesco et de la Commission européenne sur la structuration des filières culturelles ou sur l'élaboration de politiques et

stratégies de leur promotion. Dans ce cadre, avec Dominique Wallon, Bernard Miège et Marie-Alleman, il a conduit l'étude sur les enjeux de la future Convention de 2005 pour les industries culturelles des

pays du Sud et a contribué, avec Raymond Weber, puis avec Valeria Marcolin, à l'organisation de colloques internationaux consacrés aux industries culturelles dans les pays du Sud.

Ce sont ces expériences qui lui ont permis d'intégrer, en 2011, la Banque d'experts pour la Convention de 2005. Francisco Ayi d'Almeida n'a paradoxalement effectué jusqu'à ce jour, aucune mission dans son pays d'origine, le Togo.

Né le 03 mars 1951 au Togo, Francisco Ayi d'Almeida est titulaire d'un doctorat en sociologie du développement (1981), d'une maîtrise en sciences et techniques de la communication (1976) et d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Grenoble (1974). Polyglotte, il parle aisément le français, l'anglais et l'espagnol.

Nadia Edodji

Dramaturgie contemporaine

Promouvoir l'art dramatique au Togo

A l'initiative du comédien togolais Edem Ayao Modjro, la première édition de la « Dramaturgie contemporaine au Togo » s'est déroulée du 20 au 27 mars 2016 à travers les établissements scolaires, universitaires et centres culturels du Togo.

C ette première entend être un cadre dynamique de diffusion des œuvres dramatiques togolaises auprès des jeunes en milieu scolaire et universitaire. Des lectures spectacles suivis de débats avec les auteurs, des discussions autour de la mise en scène, la scénographie et des ateliers d'écriture dans les établissements scolaires universitaires bibliothèques et espaces culturels de Lomé, sont les principales

activités qui ont meublé cet évènement littéraire.

Par ailleurs, les activités se sont déroulées en présence des auteurs disponibles dans plusieurs établissements scolaires, universitaires, bibliothèque et espaces culturels de Lomé. Outre, l'évènement « Dramaturgie contemporaine au Togo » a permis de faire découvrir cinq œuvres dramatiques, ainsi que leurs auteurs au public togolais. A cette édition,

des conférences-débats ont été organisées pour déceler les problèmes qui minent la création théâtrale au Togo, et également réfléchir à apporter d'éventuelles solutions au fléau.

L'évènement « Dramaturgie contemporaine au Togo » vise à développer une culture de lecture bénéfique en milieux scolaires et universitaires, donner le goût de la recherche aux apprenants, et mettre en place un cadre



Vue de partiel les élèves sensibilisés

de plaider en faveur de la programmation des œuvres de la dramaturgie togolaise dans le système de l'éducation nationale. Cet évènement est porté par Arkadi Cultures. Le premier acte de l'évènement

est soutenu par le Goethe Institut, Arkadi Cultures et ses partenaires. Notamment, Artfrica Consulting group, Escale des écritures, la Compagnie Carrefour et l'association Nyagbé.

TogoMatin

Lire

« A la recherche du temps perdu Tome XI » de Marcel Proust. Ed Beq, Pp 34-36

« ...Si je n'étais pas allé accompagner Albertine danssalonguecourse,mon esprit n'en vagabondait que davantage et, pour avoir refusé de goûter avec mes sens cette matinée-là, je jouissais en imagination de toutes les matinées pareilles, passées ou possibles, plus exactement d'un certain type de matinées dont toutes celles du même genre n'étaient que l'intermittente apparition et que j'avais vite reconnu ; car l'air vif tournait de lui-même les pages qu'il

fallait, et je trouvais tout indiqué devant moi, pour que je pusse le suivre de mon lit, l'évangile du jour. Cette matinée idéale comblait mon esprit de réalité permanente, identique à toutes les matinées semblables, et me communiquait une allégresse que mon état de débilité ne diminuait pas : le bien-être résultant pour nous beaucoup moins de notre bonne santé que de l'excédent inemployé de nos forces, nous pouvons y atteindre, tout aussi bien qu'en augmentant celles-ci, en restreignant notre activité. Celle dont je débordais, et que je maintenais en puissance dans mon lit, me faisait tressauter, intérieurement

bondir, comme une machine qui, empêchée de changer de place, tourne sur elle-même. Françoise venait allumer le feu et pour le faire prendre y jetait quelques brindilles, dont l'odeur, oubliée pendant tout l'été, décrivait autour de la cheminée un cercle magique dans lequel, m'apercevant moi-même en train de lire tantôt à Combray, tantôt à Doncières, j'étais aussi joyeux, restant dans ma chambre à Paris, que si j'avais été sur le point de partir en promenade du côté de Méséglise, ou de retrouver Saint-Loup et ses amis faisant du service en campagne. Il arrive souvent que le plaisir qu'ont tous les hommes à revoir

les souvenirs que leur mémoire a collectionnés est le plus vif, par exemple, chez ceux que la tyrannie du mal physique et l'espoir quotidien de sa guérison, d'une part, privent d'aller chercher dans la nature des tableaux qui ressemblent à ces souvenirs et, d'autre part, laissent assez confiants qu'ils le pourront bientôt faire, pour rester vis-à-vis d'eux en état de désir, d'appétit et ne pas les considérer seulement comme des souvenirs, comme des tableaux. Mais eussent-ils dû n'être jamais que cela pour moi et eussé-je pu, en me les rappelant, les revoir seulement, que soudain ils refaisaient en moi, de moi tout entier, par la vertu

d'une sensation identique, l'enfant, l'adolescent qui les avait vus. Il n'y avait pas eu seulement changement de temps dehors, ou dans la chambre modification d'odeurs, mais en moi différence d'âge, substitution de personne. L'odeur, dans l'air glacé, des brindilles de bois, c'était comme un morceau du passé, une banquise invisible détachée d'un hiver ancien qui s'avavançait dans ma chambre, souvent striée, d'ailleurs, par tel parfum, telle lueur, comme par des années différentes, où je me retrouvais replongé, envahi, avant même que je les eusse identifiées, par l'allégresse d'espoirs abandonnés depuis longtemps... »

Interview

Hindou Oumarou Ibrahim, «Je pense qu’avec la Cop 24, les peuples autochtones ont déjà eu gain de cause»

Prédécesseur de notre compatriote Rolande Aziaka comme représentante de la société civile africaine à la Convention-cadre des Nations unies sur la désertification, Hindou Oumarou Ibrahim est de la communauté Peule Mbororo, des éleveurs nomades et semi-nomades au Tchad. Ce sont des peuples autochtones, qui ont un mode de vie lié à l’environnement. Aujourd’hui, elle se bat pour la reconnaissance des droits de ces populations vulnérables dans les négociations climatiques. Elle était à la 24e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (Cop 24) à Katowice en Pologne avec la casquette de la coordinatrice de l’Association des femmes peules et peuples autochtones du Tchad, et se prononce dans les colonnes du quotidien Togo matin sur les préoccupations des communautés rurales, le foncier et les conflits intercommunautaires.



Hindou Oumarou Ibrahim avec Arnold Schwazenege et Michal Kurtyka président de la Cop 24

Togo matin : parlez-nous des actions que vous entreprenez au sein de votre organisation

Hindou Oumarou Ibrahim : Dans mon organisation, je travaille sur deux programmes : la promotion et la protection des droits de l’Homme, droits des peuples autochtones ainsi que la protection de l’environnement à travers les trois conventions de Rio : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. Pour nous les trois sont liés. On ne peut

pas parler d’une convention sans parler de l’autre.

Mon rôle est de faire le suivi des négociations au niveau international afin d’aider à la prise en compte des préoccupations des communautés locales. Je fais des formations sur le terrain en ce qui concerne les droits humains, liées aux législations nationales et internationales comme la déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones, ainsi que des activités génératrices de revenu pour aider les communautés à améliorer leurs conditions de vie.

Quelle est la situation des communautés avec lesquelles vous travaillez

et que faites-vous en leur faveur ?

La situation qui se présente consiste en un manque de respect des droits, notamment le droit à l’éducation, à la santé, aux pièces d’identité. C’est la base des droits qui devraient être naturels pour toutes les communautés. L’autre problème qui se pose est lié au droit foncier. Par exemple les membres de ma communauté qui partent en transhumance et qui reviennent trouver des champs sur les couloirs. Cela donne naissance à des conflits intercommunautaires. Nous faisons alors des sensibilisations et des

plaidoyers à l’endroit des gouvernants.

Vous avez eu à représenter la société civile africaine à la Convention-cadre des Nations unies sur la lutte contre la désertification, comment s’était déroulé votre mandat ?

Le mandat consistait à représenter la société civile africaine entière à la Convention-cadre des Nations unies sur la désertification pendant deux ans. Il y a cinq représentants des cinq régions du globe. En tant que représentante de l’Afrique, j’ai eu à participer à des réunions clés où je devais donner la position de la société civile africaine. J’ai participé à mettre en œuvre un rapport sur le droit à la terre par exemple. Je mettais l’accent sur le droit à la terre des communautés rurales, autochtones et des femmes.

Votre remplaçante actuelle c’est Rolande Aziaka, une Togolaise, que pouvez-vous lui conseiller pour un mandat réussi ?

Aziaka est une sœur et nous nous sommes déjà rencontrées pour le passage du flambeau. A l’époque nous avions discuté des défis et opportunités. Elle a les capacités pour jouer ce rôle, parce qu’elle faisait déjà une très bonne communication, surtout qu’elle est bilingue. Mais chaque groupe a son mandat. Nous, nous avons pour mandat, le genre,

l’accès à la terre et les peuples autochtones. Ce que je peux lui conseiller c’est d’être très patient, l’Afrique est très grande, les moyens de communication ne sont pas très favorables à tout le monde et surtout que les représentants des quatre autres zones poussent aussi pour favoriser leurs peuples, la tâche est difficile. Elle doit aussi être à l’écoute de la société civile africaine tout entière.

Pensez-vous qu’à l’allure actuelle, les peuples autochtones auront gain de cause dans les négociations climatiques ?

Je pense qu’avec la Cop 24, les peuples autochtones ont déjà eu gain de cause. La première semaine, l’unique décision prise concernait la plateforme connaissances et savoirs traditionnels des peuples autochtones. Sur cette plateforme, on a négocié pendant cinq jours. On a tous applaudi parce qu’on a gagné. Mais il reste la deuxième semaine où on a discuté des droits humains, droits des peuples autochtones dans les principes de mise en œuvre de l’Accord de Paris. Là c’est plus difficile parce que ces négociations sont prises en charge par des ministres. Nous n’avons pas accès à ces discussions et ne pouvons donc pas influencer. Malgré tout, j’y crois toujours.

Interview réalisée par Edem Dadzie

Lutte contre le changement climatique La coopération internationale a un rôle très important à jouer

S’il y a une évidence qu’on ne peut pas nier, c’est que la lutte contre le changement climatique ne pourra se faire qu’ensemble. Si certains rament à contre-courant, cela se révélera contre-productif. Tous les pays sur la terre doivent travailler en symbiose, surtout que les capacités d’adaptation ne sont pas égales.

Le rôle essentiel de la coopération comme facteur clé pour l’adaptation des pays en développement et des régions les plus vulnérables au changement climatique a été rappelé par le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) dans son rapport spécial sur

un réchauffement à 1,5°C. Le niveau de développement est un marqueur de la vulnérabilité. Les impacts les plus forts ont lieu dans les pays les moins développés et touchent les populations les plus vulnérables.

La coopération internationale pourra se faire de plusieurs manières.

Il faudra renforcer les capacités des acteurs locaux (gouvernance, gestion des services publics locaux) via les coopérations institutionnelles et techniques, notamment dans le cadre de la gestion des ressources (planification par bassin). Ces partenariats permettent de questionner

les pratiques en œuvre, au Nord comme au Sud en les confrontant entre elles. La mobilisation des acteurs des territoires que sont les compétences du Nord et du Sud (ONG et associations, diaspora, opérateurs de services, entreprises) doit être systématique.

Il faut sensibiliser et éduquer les acteurs de la société civile aux questions de solidarité

et de lutte contre les effets du changement climatique grâce aux actions de coopération. Enfin il importe d’apporter un soutien financier aux actions dans les pays avec un important effet de levier sur la mobilisation d’autres financements.

Edem Dadzie Source : rapport spécial du Giec (2018)



Infrastructures communautaires

Victoire Tomégah Dogbe a inauguré un forage et des latrines à Hahotoé

La ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes s'est rendue samedi 9 février à Hahotoé dans la préfecture de Vo, à environ 40 Km de Lomé. Sur place, Mme Victoire Tomégah Dogbe a remis de nouvelles infrastructures aux populations de cette localité.

Un bloc de latrines de 6 cabines et un forage photovoltaïque d'une valeur de 27 350 000 FCFA ont été remis à la population de Hahotoé. Ce geste s'inscrit dans le cadre du Programme de soutien aux micro-projets d'infrastructures communautaires (PSMICO). Le projet vise à améliorer la qualité de vie des populations et à lutter

contre l'exode rural en apportant aux populations des services de base. Selon la ministre Victoire Tomégah Dogbe, cette action est « une concrétisation des notions de mobilisation sociale et de l'organisation communautaire de la population de Hahotoé ». Le forage photovoltaïque qui a coûté 19 200 000 FCFA fait 175 mètres de profondeur. Il est équipé

de 2 poly-tanks d'une capacité totale de 10 m3, de 4 panneaux solaires et de 2 bornes fontaines. Une de ces bornes fontaines a été installée à l'Ecole primaire publique (EPP) de Hahotoé pour desservir cette école. Le bloc de latrines est composé de 4 WC et de 2 urinoirs. Selon Mme Tomégah Dogbe, la population de Hahotoé a compris le bien-



Coupure du ruban du bloc de latrine par Victoire Dogbe

fondé de la mobilisation sociale et de l'organisation communautaire. Elle a appelé la population de cette localité à faire bon usage de ces infrastructures qui participent au développement de toute la communauté.

F.T.

Coopération militaire

Formation de cadres de la gendarmerie et de la police togolaise par des spécialistes français

Des cadres de la gendarmerie et de la police togolaise ont reçu une formation de quatre jours (du 4 au 8 février) de la part de deux sous-officiers français venus de la gendarmerie prévôtale du Sénégal. Ce renforcement des capacités a eu lieu au cours de la semaine dernière à Lomé.

Il s'agissait d'une formation en « Techniques d'identification criminelle de proximité » (TICP) à l'attention d'une quinzaine d'officiers-élèves du cours d'application des officiers de la gendarmerie, ainsi que de cinq officiers de la police nationale togolaise. C'est donc un outillage dans le domaine de la criminalistique qui n'est pas encore très développé chez nous. Il faut le

reconnaître, la police et la gendarmerie togolaise abattent un travail de titan avec les moyens dont elles disposent.

L'Etat fait de son mieux pour les équiper et les former, mais quand on connaît les réalités dans les pays en développement comme le Togo, il est très aisé de comprendre que l'aide qu'apportent des pays comme la France est



Photo de famille après la formation

à saluer. Tout en espérant que d'autres occasions de ce genre se répètent en faveur de la sécurité dans notre pays, les bénéficiaires de la présente formation vont apporter une nouvelle touche toute particulière

aux investigations en matière criminelle dans notre pays. D'ailleurs la formation était basée sur des mises en situation concrètes à l'aide de scènes d'infractions simulées. Ce fut l'occasion

de sensibiliser les futurs décideurs de la gendarmerie et cadres de la police au caractère déterminant des constatations matérielles pour la résolution des enquêtes.

Edem Dadzie

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm

togomatin

sur

MONKIOSK.com

ou

sur le portail

alome.com

www.monkiosk.com

www.alome.com



**Concours
Label PND**

ouvert aux
togolais de
**+18
ans**

Dans le but de faire des citoyens togolais les véritables acteurs et bénéficiaires de toutes les actions du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Togo, le gouvernement de la République togolaise lance le présent concours dénommé « MON LABEL PND ». Ce concours ouvert au grand public vise la création du logotype qui sera le label certifiant toutes les actions du Plan National de Développement du Togo.

Envoyez-nous votre proposition de logotype vectorisé à l'un des formats suivants : EPS, PDF ou JPEG au plus tard le 14 février 2019 à 23H 59mn à l'adresse mail suivant : concourslabelpnd@republiquetogolaise.com

- Pour plus d'informations sur le PND, allez sur le site www.republiquetogolaise.com et cliquez sur l'onglet PND
- Retrouvez le règlement intérieur du jeu sur le site : www.republiquetogolaise.com

LOTS À GAGNER

1^{er} PRIX
1.000.000

2^{ème} PRIX
500.000

3^{ème} PRIX
300.000